



Une conférence organisée par



Réduire l'extrême pauvreté et la faim

17 Novembre 2008

à l'ITI-RI

La pauvreté, la famine, l'insécurité alimentaire font partie de notre quotidien. Nous savons que cela existe et a toujours existé et nous finissons généralement par nous faire une raison, d'autant plus que chaque année, des milliards de dollars sont « déversés » sur les pays en développement.

Malgré cette aide internationale, la question de l'accès à la nourriture demeure, avec 925 millions de personnes qui ne mangent pas à leur faim aujourd'hui. Ces moyens sont-ils insuffisants ? Mal utilisés ? Quelles mesures devraient être prises pour réduire de façon durable la fin dans le monde. Autant de questions sur lesquelles se sont penchés les quatre intervenants de la conférence qui s'est tenue le lundi 17 novembre à 18h à l'ITI-RI (UMB).

Cette conférence, modérée par **M. WACH**, journaliste à Radio France Bleu Alsace a accueilli un public d'une quarantaine de personnes.

Tout d'abord, **M. BOTAZZI**, ancien secrétaire général national du CCFD, a parlé de la sécurité alimentaire dans le monde et du rôle de la solidarité internationale pour « permettre aux peuples du Sud de définir leur sécurité alimentaire ».

En effet, l'importance de la production au Sud reste une première nécessité pour permettre à ces pays d'accéder à un droit à l'alimentation légitime. Le problème n'est en effet pas un problème agricole, mais bien un problème politique, c'est pourquoi il ne faut pas « nourrir le Sud avec le Nord », mais plutôt « aider le Sud à augmenter sa productivité agricole ».

En complément de l'intervention de M. BOTTAZZI, **M. BAEHL**, fondateur de l'AFDI, a traité du cycle de Doha (OMC) et de l'importance de protéger et développer le secteur agricole au Sud en encourageant et en facilitant l'organisation interne des paysans. Pour ce faire, il faut soutenir les paysans du Sud à travers des formations, l'accès aux outils, la modernisation des infrastructures, 1 million et demi de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable, l'organisation des paysans en coopératives en vue de la garantie d'un juste prix pour les paysans et les consommateurs.

Mme DAUNIS, Directrice des Opérations Post Crise à Action Contre la Faim a ensuite abordé la question que tout le monde est en droit de se poser face à l'actuelle augmentation de la faim et de la pauvreté dans le monde ces 18 derniers mois : « Mourir de faim est-il une fatalité ? ». En effet, la majorité des financements sont accordés aux cas d'urgence et ne prennent que très rarement en considération les questions du développement. Or, pourquoi attendre qu'une catastrophe ait lieu pour y remédier lorsque l'on peut l'éviter ? Ce n'est que très récemment que le développement a commencé à être pris en considération à travers des actions préventives, notamment avec la prise en compte de l'agriculture par la Banque Mondiale. Ainsi, des actions sont aujourd'hui prises au niveau international pour « donner des moyens de se nourrir » aux pays en développement sans déstabiliser le marché.

M. JEZEQUEL, coordinateur de projets à Médecins Sans Frontières, a conclu ces interventions en soulevant l'importance d'une organisation médicale dans le secteur de la malnutrition qui entraîne de nombreuses autres maladies et compliquent la guérison. Selon

UNICEF, 53% des enfants de moins de cinq ans décèdent pour des raisons liées à la malnutrition dans les pays en voie de développement. De nouvelles méthodes permettent de lutter contre la malnutrition, tel que le RUTF (Ready to Use Therapeutic Food), un pack enrichi qui a permis une augmentation de la guérison des enfants traités par MSF.

Un débat avec les participants présents dans la salle a suivi ces présentations afin d'approfondir certaines questions.

Aujourd'hui, malgré l'aide internationale, qui a pris conscience de l'importance de la prévention, le problème de la pauvreté et de la faim persiste. En effet, l'aide reste trop souvent concentrée sur les villes et capitales, et peu dans les zones rurales.

De plus, ce problème reste un problème avant toute chose politique car certains gouvernements du Sud refusent l'aide du Nord, ne voulant pas afficher l'étendue de la pauvreté et de la faim qui touche leur pays.

C'est pourquoi l'éducation au développement reste primordiale, tant au Nord qu'au Sud, afin de sensibiliser les populations à ce fléau et mettre en avant les différentes manières possibles pour y remédier au mieux, afin de réduire l'extrême pauvreté et la faim, et non plus la déplacer.



Biographie des intervenants :

Mme **Florence DAUNIS**, Directrice des Opérations Post Crise à **Action contre la Faim**. Après 5 ans de terrain en tant qu'administrateur puis Chef de Mission principalement en Afrique, notamment comme volontaire de la solidarité internationale avec ACF au Tchad en 1991, elle a rejoint le siège parisien en tant que Responsable Géographique. Depuis elle a occupé différents

postes de cadre de direction avant de prendre la tête du département des Opérations en 2008. Elle traitera des programmes d'urgence et du post-conflit.

M. **Ménotti BOTTAZZI**, ancien secrétaire général national du Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD), il a également été secrétaire général du Comité Français Contre la Faim (CCFC), directeur de la Coopération Européenne et Solidarité (CESO), et travaille bénévolement au **Secours Populaire Français** depuis 1992. Spécialiste des programmes de lutte contre la pauvreté et du développement, il traitera de la souveraineté alimentaire en France et dans le monde et du rôle de la solidarité internationale pour aboutir à un monde sans faim.

M. **Alphonse BAEHL**, ancien journaliste rubriques sociales et économiques, a commencé à militer dans des organismes d'aide au développement au CCFD puis comme fondateur et secrétaire général de **l'AFDI 67** (agriculteurs français et développement international), association socio-professionnelle qui, avec d'autres AFDI françaises, a piloté trois programmes de développement agricole au Burkina Faso et au Mali. Enfin depuis un an il est membre du bureau de l'Ircod Alsace. Il s'intéressera au cycle de Doha (OMC) et aux enjeux agricoles.

M. **Jean-Hervé JEZEQUEL**, directeur d'études à **Médecins Sans Frontières**, co-directeur de l'ouvrage «Niger 2005, une catastrophe si naturelle» (édition Karthala 2007).